



COMMISSARIAT A L'ENERGIE ATOMIQUE ET AUX ENERGIES ALTERNATIVES
CEA PARIS-SACLAY
91191 GIF-SUR-YVETTE CEDEX

Affaire suivie techniquement par :

Mr PASCAL Quentin

DRF / JACOB / IDMIT / L3I

Téléphone : 01.46.54.85.07

quentin.pascal@cea.fr

Affaire suivie commercialement par :

Mr Léo BOYER

Service des Marchés et Achats

Téléphone : 01.69.08.94.28

Leo.BOYER@cea.fr

**ACHAT D'UN AUTOMATE DE MULTIPLEXAGE DE
PROTEOMIQUE ET TRANSCRIPTOMIQUE
CYCLIQUE**

Référence projet de marché n°B25-02148-LB

Entre

Le **Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives**, établissement à caractère scientifique, technique et industriel dont le siège est situé Bâtiment Le Ponant D - 25 rue Leblanc à Paris 15^{ème} - immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro RCS Paris B 775 685 019, représenté par, en qualité de.....

ci-après dénommé « le CEA »,

Et

La société, domiciliée, inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de sous le numéro RCS représentée par, en qualité de

ci-après dénommée « le Titulaire »,

,Ci-après désignés individuellement par la « Partie » et collectivement par les « Parties ».

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

CEA PARIS-SACLAY

Service des Marchés et Achats (SMA)
Centre CEA Saclay | Bât 530 | PC 98 |
91191 Gif-sur-Yvette Cedex

Établissement public à caractère industriel et commercial | RCS Paris B 775 685 019

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET	4
ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES.....	4
ARTICLE 3 - ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION	5
ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES	7
ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE	7
ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE	7
ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION	8
ARTICLE 8 - QUALITE	9
ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES	9
ARTICLE 10 - INTERLOCUTEURS	11
ARTICLE 11 - LIVRAISON	11
ARTICLE 12 - INSTALLATION ET ESSAIS SUR SITE	13
ARTICLE 13 - FORMATION DU PERSONNEL CEA.....	14
ARTICLE 14 - RECEPTIONS	14
ARTICLE 15 - GARANTIE	15
ARTICLE 16 - MAINTENANCE DE L'EQUIPEMENT	16
ARTICLE 17 - DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION	17
ARTICLE 18 - MONTANT.....	18
ARTICLE 19 - REGIME FISCAL ET DOUANIER.....	19
ARTICLE 20 - CONDITIONS DE FACTURATION	20
ARTICLE 21 - CONDITIONS DE PAIEMENT	21
ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE	21
ARTICLE 23 - PENALITES.....	21
ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE	23
ANNEXE 2 : TARIFS DES CONSOMMABLES (EN € H.T)	27



ANNEXE 3 : BON DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS SUR UNITES D'ŒUVRE (BPU).....	28
---	----





ARTICLE 1 - OBJET

1.1 Dispositions générales

Le présent marché définit les conditions selon lesquelles le CEA confie au Titulaire, qui accepte, la fourniture d'un automate de multiplexage de protéomique et transcriptomique cyclique, ci-après dénommée l'« Equipement ».

1.2 Habilitations

En cas d'activités nécessitant des habilitations spécifiques, le Titulaire s'engage à ce que celles-ci ne soient réalisées que par un ou des membres du personnel d'exécution titulaire des habilitations correspondantes.

Le Titulaire s'engage à fournir au responsable CEA du marché, préalablement à l'exécution des prestations, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

1.3 Unité bénéficiaire

La réalisation de ces prestations sera effectuée pour le compte de la Direction de la Recherche Fondamentale (DRF), Institut de biologie François Jacob (JACOB), Département Infectious Diseases Models and Innovative Therapies (IDMIT), Laboratoire d'imagerie de l'infection et de l'immunité (L3i).

ARTICLE 2 - DOCUMENTS APPLICABLES

2.1 Dans la mesure où leurs dispositions ne sont pas contraires à celles du présent marché et de ses annexes, lesquelles prévalent, les documents ci-après sont applicables par ordre de priorité décroissante :

- les questions complémentaires du CEA sur la candidature/l'offre du Titulaire réf XXXXXXXX du XXXXXX
- le dossier de consultation du CEA référencé B25-02148-LB, avec, faisant partie intégrante de celui-ci, et par ordre de priorité décroissante :
 - le relevé de questions réponses avant remise des offres réf XXXXX du XXXX (*NB : référencer le dernier relevé qui doit être autoporteur*)
 - les Spécifications Techniques constituées des pièces suivantes :
 - le cahier des charges référencé 20250429_CSTP Multiomic du 30/07/2025,
 - le règlement intérieur du CEA Paris-Saclay-Etablissement de Fontenay-aux-Roses ;

- la consigne intitulée « Instructions Générales de Sécurité applicables aux Entreprises Extérieures et aux organismes en collaboration travaillant sur le Centre CEA Paris-Saclay » référencée DRF/P-SAC/CQSE/CO/01 indice A d'avril 2018,
 - la consigne à l'attention des entreprises extérieures référencée CEA/P-SAC/DSST/SLEM/GVDC/CO/06 indice B de juillet 2021 et intitulée « Evacuations des déchets conventionnels gérées en direct par les installations et pénalités applicables en cas de non-respect des consignes » ;
 - le Cahier des Spécifications Techniques Générales (CSTG) relatif aux prestations et/ou travaux à réaliser, en dehors des INB, sur le Centre du CEA/FAR (référéncé STLI.CSTP.12/001 du 14/06/2012) ;
 - les Conditions Générales d'Achat (CGA) applicables aux marchés passés par le CEA (édition de janvier 2022) ;
 - le Cahier des Clauses Sociales Particulières (C2SP) référencé DAPS/DIR/2021-001 du 12 janvier 2021 ;
- à titre supplétif, la proposition du Titulaire référencée
incluant notamment la réponse en terme d'analyse environnementale du (à compléter par le soumissionnaire)

2.2 Le Titulaire reconnaît expressément avoir pris connaissance et accepté les documents ci-dessus. Ses conditions générales de vente, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme.

ARTICLE 3 - ETENDUE ET CONTENU DE LA PRESTATION

3.1 Partie forfaitaire

3.1.1 *Partie ferme : fourniture de l'Equipeement et de consommables pour réaliser les lames histologiques*

Les prestations sont décrites dans les Spécifications Techniques du CEA référencées à l'article 2 *supra*, et sont décrites comme suit :

- La fourniture de l'Equipeement
- La fourniture d'un logiciel de visualisation / analyse
- L'emballage et la livraison dans les locaux du CEA,
- La mise en service et l'installation dans les locaux du CEA,
- Les essais sur site,

- La fourniture de tous les documents nécessaires à l'exploitation, la maintenance et l'entretien de l'Equipement,
- La formation à l'utilisation de l'Equipement,
- La garantie de l'Equipement pour une durée de (DOUZE) 12 mois à compter de la réception,
- La maintenance préventive de l'Equipement pour une durée de (CINQ) 5 ans à compter de la fin de la période de garantie

Le marché intègre dans cette part ferme la fourniture des réactifs et consommables (à l'exception des anticorps primaires et secondaires) pour la fabrication de 300 lames histologiques.

3.1.2 *Partie optionnelle : extension de garantie*

En complément des prestations forfaitaires et fermes listées ci-dessus, le fournisseur devra chiffrer une extension de garantie de 12 mois démarrant à l'issue de la période de garantie de 12 mois de la tranche ferme (année N+1). L'option pourra être levée, au plus tard, à la signature du marché et fera partie intégrante de la part ferme du marché.

3.2 **Partie estimative sur bordereau de prix unitaire (BPU)**

Les bordereaux de prix portent sur la fourniture des consommables de l'Equipement nécessaires à son fonctionnement, pendant toute la durée du marché (6 ans) à compter de la réception de l'Equipement. Cette durée pourra être portée à 7 ans selon la levée de l'option 1.

Les bordereaux de prix sont listés en annexe 2 et portent sur les points suivants :

- Consommables nécessaires à la fabrication des lames histologiques
- Autres consommables de base,

Le Titulaire ne peut procéder à la livraison qu'après avoir reçu un bon de commande établi sur la base du modèle figurant en annexe du présent marché précisant :

- Les références, désignations et quantités des produits souhaités,
- Les prix facturés au CEA par le Titulaire,
- Le montant total

Le Titulaire doit être capable de recevoir des commandes selon les modalités suivantes : courrier ou voie électronique.

Le Titulaire accusera réception de chaque bon de commande auprès des interlocuteurs du CEA mentionnés sur le bon de commande.

Le Titulaire ne peut imposer de minimum de commande et est tenu de livrer sans supplément de prix, quelle que soit la quantité commandée.

Les Parties peuvent convenir de la création de nouveaux BPU au cours de l'exécution du marché dans les conditions et modalités suivantes :

- L'objet des BPU sont en relation directe avec l'objet et le périmètre du marché et s'avèrent nécessaires à la réalisation des prestations. Le chiffrage de ces BPU doit être justifié et détaillé.

Le CEA formalise cette évolution et son accord par un courrier co-signé par les Parties. Les nouveaux BPU sont applicables dès réception par le Titulaire de ce courrier co-signé, sans qu'il soit



nécessaire de conclure un avenant.

ARTICLE 4 - OBLIGATIONS DES PARTIES

4.1 Obligations du Titulaire

4.1.1 *Obligation de résultat*

La prestation, objet du présent marché, dont le Titulaire assure la direction et assume l'entière responsabilité est assortie d'une obligation de résultat.

Le Titulaire s'engage à affecter du personnel compétent et qualifié, en quantité suffisante, pour effectuer la prestation relative au présent marché et respecter cette obligation de résultat.

4.1.2 *Obligation de conseil*

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde du CEA.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution de la prestation qui lui est dévolue au titre du marché, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement le CEA sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa prestation et plus généralement à protéger au mieux les intérêts du CEA.

4.2 Obligations du CEA

Le cas échéant, le CEA mettra à disposition du Titulaire tout document et informations nécessaires à l'exécution du présent marché, ainsi que les moyens définis ci-après.

Dans l'hypothèse d'une indisponibilité des éléments précités, les Parties se rapprocheront pour en définir l'incidence sur l'exécution du marché.

ARTICLE 5 - CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire s'engage à ce que l'Équipement soit livré dans un emballage constitué de matières recyclées ou recyclables.

Toutes les dispositions nécessaires pour l'intégration de la maintenance corrective dans le cycle environnemental devront être prises : innocuité des composants et des consommables et moyens de recyclage du dispositif après usage devront être envisagés.

ARTICLE 6 - CLAUSE SOCIALE

Le Titulaire s'engage, par ses mesures de politique sociale, à promouvoir l'égalité et la mixité professionnelle en faveur des profils susceptibles d'être affectés à l'exécution des prestations ou participant de manière directe ou indirecte au marché en justifiant d'actions spécifiques menées pendant la durée du marché.

ARTICLE 7 - CONDITIONS PARTICULIERES D'EXECUTION

7.1 Conformité aux normes

L'Equipement devra être conforme aux normes de sécurité en vigueur en France et notamment de sécurité électrique (électrification et échauffement). Elle présentera une sécurité absolue de fonctionnement et de fiabilité, compte tenu de l'utilisation envisagée. Elle devra être en tous points conformes aux dispositions réglementaires prises en application du code du travail.

Tout élément de l'Equipement sera accompagné de sa documentation technique complète en langue française et en particulier des prescriptions et consignes d'installation, de mise en service et d'utilisation. Seront également joints, les certificats de conformité d'épreuves et toutes attestations spécifiques ou réglementaires relatifs à l'Equipement.

7.2 Connaissance des lieux et de l'environnement

En complément des renseignements qui lui sont fournis dans les pièces du présent marché, et conformément aux dispositions de l'article 4.1 des CGA, le Titulaire doit avoir effectué les vérifications préalables, avoir relevé sur place ou avoir demandé au CEA tous les renseignements complémentaires qui lui sont nécessaires pour établir son prix forfaitaire, notamment en ce qui concerne le contexte spécifique du présent marché.

Par conséquent, le Titulaire ne pourra en aucun cas prétendre à un supplément de prix par suite, soit d'insuffisance de description, soit de difficulté d'accès ou d'organisation due aux particularités de la prestation.

7.3 Moyens matériels

Le Titulaire fournit à son personnel et sous sa seule responsabilité les moyens matériels nécessaires à l'exécution du marché conformément aux dispositions de l'article 18.2 des CGA.

Le Titulaire veille à ce que son personnel n'utilise pas les moyens matériels appartenant au CEA qui ne sont pas mis normalement à sa disposition dans le cadre du marché.

Si des moyens matériels appartenant au CEA étaient prêtés au Titulaire, celui-ci les mettrait en œuvre sous sa seule responsabilité conformément aux dispositions de l'article 19 des CGA.

7.4 Horaires

7.4.1 Les horaires d'ouverture du CEA Paris-Saclay sont de 7h00 à 20h45 pour le site de Saclay et de 7h30 à 20h00 pour le site de Fontenay-aux-Roses, du lundi au vendredi inclus en dehors des jours fériés et des jours programmés de fermeture décrétés par le CEA.

Pour l'année 2025, ces derniers sont les suivants :

- vendredi 2 mai,

- vendredi 9 mai,
- vendredi 30 mai,
- lundi 11 août au jeudi 14 août,
- mercredi 24 décembre au mercredi 31 décembre

Pour les années suivantes, les autres jours de fermeture seront communiqués au Titulaire, à sa demande, en début d'année.

Le Titulaire intervient de manière nominale pendant les horaires de travail du personnel CEA soit de 8 h 30 à 17 h10 du lundi au vendredi. Si le CEA en fait la demande ou si le Titulaire souhaite réaliser sa prestation en dehors de ces horaires de travail, ou sur un jour programmé de fermeture du CEA, tout en restant dans la plage horaire d'ouverture, il doit obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA. Dans tous les cas, les horaires d'intervention sont définis et mentionnés au plan de prévention.

Si exceptionnellement un travail doit être effectué ou se prolonger en dehors des horaires convenus, le responsable du Titulaire doit à nouveau obtenir l'accord préalable du Chef de l'Installation et du responsable technique CEA.

7.5 Personnel du Titulaire

Les dispositions applicables au personnel du Titulaire sont décrites en annexe 1 au présent marché.

ARTICLE 8 - QUALITE

Le Titulaire appliquera les règles relatives aux normes ISO 9001 et ISO 14001 (dernières versions en vigueur).

Le CEA se réserve la possibilité d'effectuer les vérifications concernant le fonctionnement effectif du système Qualité. A cette fin, le Titulaire laisse libre accès, dans les horaires normaux, à ses installations et facilite les audits qualité effectués par du personnel CEA ou mandaté par le CEA. Ces vérifications ne diminuent en rien la responsabilité du Titulaire.

S'il apparaît que certaines dispositions du système Qualité sont inappliquées, notification en est faite au Titulaire qui présente au CEA, dans les délais requis, les modifications nécessaires.

ARTICLE 9 - REMISE DE LIVRABLES DOCUMENTAIRES

9.1 Fourniture de l'Equipement

Au titre de l'exécution du présent marché, le Titulaire est tenu de remettre au CEA l'ensemble des livrables documentaires mentionnés dans les Spécifications Techniques (§ 9), notamment :

- la documentation technique complète en langue anglaise de l'Equipement et en particulier les prescriptions et les consignes d'installation, de mise en service, de maintenance et d'utilisation,
- les supports de formation,

- procès-verbaux des contrôles :
 - des essais de fonctionnement de l'Équipement sur site.

9.2 Interventions lors de la garantie et de la maintenance

Chaque intervention du Titulaire sur l'Équipement, dans le cadre de la garantie et de la maintenance préventive donnera lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui seront à changer ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un bon fonctionnement de l'Équipement.

Ces rapports, établis par le Titulaire en deux exemplaires, seront signés par le Titulaire et par le CEA.

Le Titulaire sera responsable de la bonne exécution technique et matérielle des prestations à sa charge dans le cadre du présent marché. Toute prestation reconnue défectueuse sera reprise par le Titulaire dans les délais les plus brefs et à ses frais.

9.3 Validation des livrables

Le Titulaire soumettra les livrables à la validation du CEA. Il prévoit en outre, à ses frais et risques, la révision de l'ensemble de ces livrables en fonction des remarques du CEA.

Le CEA disposera d'un délai de 15 jours ouvrés à compter de la date de remise des livrables pour faire part au Titulaire de son accord ou de ses remarques éventuelles sur le contenu et la présentation des livrables.

En cas de remarques, le Titulaire prendra en compte, sans frais supplémentaires pour le CEA, les demandes de rectifications formulées par le CEA, ceci dans un délai maximum de 15 jours ouvrés. Ces rectifications devront également être validées par le CEA.

Le fait que le CEA approuve ou valide tout ou partie des livrables ne diminue ou ne limite en aucune manière la responsabilité du Titulaire.

9.4 Format et support des livrables

Tous les livrables remis par le Titulaire au CEA seront réalisés sur des supports compatibles avec ceux utilisés par le CEA.

Les livrables, transmis au CEA pour validation, seront remis en un exemplaire sous format électronique (dans une version modifiable).

Les livrables validés seront remis au CEA sous la forme d'un tirage sur support papier et d'un exemplaire sous format électronique.

9.5 Documents CEA

Les documents remis au Titulaire par le CEA seront rendus à ce dernier à l'échéance du marché quelle qu'en soit la raison.

ARTICLE 10 - INTERLOCUTEURS

Pour l'exécution du présent marché, les Parties désignent comme interlocuteurs :

Fonction	Nom	Tél	Mail
- Pour le CEA :			
Ingénieur Chercheur	M. PASCAL Quentin	01 46 54 85 07	quentin.pascal@cea.fr
- Pour le Titulaire			
Responsable technique	M. xxxxxx	xx xx xx xx xx	xxx@xxx

Les interlocuteurs du Titulaire, désignés ci-avant, ont qualité pour le représenter vis-à-vis du CEA.

Au cas où ces responsables ou un membre de l'équipe, serait remplacé, le Titulaire s'engage à avertir le CEA dans les meilleurs délais.

ARTICLE 11 - LIVRAISON

La livraison de l'Équipement puis ultérieurement, les livraisons des consommables, sont soumises à l'accord préalable et écrit du CEA.

Équipement en provenance de France ou Union Européenne pour le CEA Paris-Saclay

LIVRAISON à FAR

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, l'emballage, l'assurance et le déchargement sur le site du CEA Saclay, bâtiment 40 (Réception Marchandise), 12 route du Panorama 92260 Fontenay-aux-Roses, entre 8 heures 30 et 15 heures au plus tard, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété.

Chaque colis doit être accompagné d'un bon de livraison et d'un bon de transport, placés à l'extérieur du colis.

Le bon de livraison doit comporter, au minimum, les informations suivantes :

le nombre de colis

le n° de commande (4000XXXXXX) et le destinataire final :

NOM Prénom / Département/Service/Laboratoire

n° de téléphone

Bâtiment XX Pièce XX

Le bon de transport doit préciser le(s) n° de bon(s) de livraison (se rapportant à une commande unique) ainsi que le nombre de colis. Le cas échéant, afin de faciliter leur comptage, les colis sont filmés avec du film transparent (et non pas opaque).

Colis standard

Dimensions maximales suivantes :

- Longueur : 1 200 mm
- Largeur : 800 mm
- Hauteur : 1 600 mm
- Poids : 1 500 kg

La livraison sur palette EUR / EPAL est obligatoire. Un contrôle des marchandises est effectué et un protocole de chargement/déchargement est à compléter sur place. La distribution des colis depuis le bâtiment 40 jusqu'au destinataire final est effectuée par la Réception Marchandises.

Un contrôle des marchandises est réalisé via un scanner à rayons X. Le Titulaire devra informer le destinataire de la commande en cas d'incompatibilité.

Colis hors gabarit (ou dont le contenu est incompatible avec un contrôle aux rayons X) :

10 jours avant la livraison les livreurs doivent prendre rendez-vous avec le destinataire final et se présenter à l'Accueil du Centre le jour de la livraison munis d'une pièce d'identité valide (une copie de la pièce d'identité ou un permis de conduire ne sont pas acceptés). La livraison est réalisée par le Titulaire, sous la responsabilité du destinataire final.

Equipement en provenance d'un pays hors UE livré à Saclay ou FAR :

a) Après dédouanement chez le RDE Gondrand basé aux Ulis

Les opérations de dédouanement étant confiées au transitaire en douane du CEA, le Titulaire devra envoyer aux adresses mails du déclarant en douane douane.lesulis@gondrand.fr ,

herve.madec@gondrand.fr ainsi qu'au CEA Paris-Saclay (Douane.paris-saclay@cea.fr), préalablement à l'importation en France, une copie de sa facture indiquant :

- Le numéro de commande du CEA 4000....
- Le numéro EORI du CEA Paris-Saclay (FR 775 685 019 00488)
- Le code douanier au niveau SH (6 chiffres)
- La description précise de la marchandise

L'équipement commandé dans le cadre du présent marché est livré selon l'Incoterm DAP – Société Gondrand, Les Ulis - Incoterms® ICC 2020 à l'adresse suivante :

la société GONDRAND
ZA de Courtaboeuf-
3 avenue de l'Amazonie
91940 Les ULIS-FRANCE.

Pour le compte du CEA Paris /Saclay
Département ou institutbâtimentpièce ...
à l'attention de M.....ou Mme.....

Une copie de la facture indiquant le numéro de commande CEA n°4000.....sera obligatoirement jointe avec le bordereau d'expédition.

Les dispositions applicables pour les formalités douanières sont mentionnées à l'article « Régime fiscal et douanier » ci-après.

b) sans passage chez le RDE (dédouanement fait à distance par le RDE)

Les opérations de dédouanement étant confiées au transitaire en douane du CEA, le Titulaire devra envoyer aux adresses mails suivantes : douane.lesulis@gondrand.fr , herve.madec@gondrand.fr ainsi qu'au CEA Paris-Saclay (Douane.paris-saclay@cea.fr), préalablement à l'importation en France, une copie de sa facture indiquant :

- le numéro de commande du CEA 4000.....,
- le numéro EORI du CEA Paris-Saclay (FR 775 685 019 00488),
- le code douanier au niveau SH (6 chiffres),
- la description précise de la marchandise

à l'adresse mail : douane.lesulis@gondrand.fr le transitaire du CEA :GONDRAND ,Zone d'activités de courtaboef - 3 avenue de l'Amazonie, 91940 Les ULIS Cedex – France pour les formalités douanières d'importation.

La équipement commandé dans le cadre du présent marché est livrée selon l'Incoterm DAP – CEA Saclay - Incoterms® ICC 2020 à l'adresse suivante :

CEA Paris /Saclay

Département ou institutbâtimentpièce ...
à l'attention de M.....ou Mme.....

Une copie de la facture indiquant le numéro de commande CEA n°4000.....sera obligatoirement jointe avec le bordereau d'expédition.

Le Titulaire prend à sa charge les coûts associés au transport, l'emballage, l'assurance et le déchargement jusqu'à la remise de l'équipement à l'adresse ci-dessus, étant précisé que le transfert de risque s'opère au moment du transfert de propriété.

Les dispositions applicables pour les formalités douanières sont mentionnées à l'article « Régime fiscal et douanier » ci-après.

ARTICLE 12 - INSTALLATION ET ESSAIS SUR SITE

12.1 Installation

La prestation d'installation sera réalisée par le Titulaire au bâtiment 62, pièce 113 du CEA Fontenay aux Roses.

Avant le début de la prestation d'installation sur site, le personnel du Titulaire devra se présenter auprès du Chef d'installation afin d'obtenir son autorisation de travail sur site.

Les prestations d'installation sont décrites à l'article 4 du cahier des charges.

En fin de prestations, le Titulaire procédera au nettoyage de l'emplacement de son chantier afin de le laisser dans un parfait état de propreté.

Essais sur site

Les essais sur site de l'Equipement seront effectués conformément aux prescriptions définies notamment par les Spécifications Techniques citées à l'article 2 du présent marché, ainsi qu'aux dispositions de l'article 32.4 des CGA.

Ces essais seront réalisés par le Titulaire conformément au programme d'essais soumis à l'accord préalable du CEA un mois avant la réalisation des essais.

Le CEA disposera d'un délai d'UN (1) mois à compter de la date des essais réalisés par le Titulaire, pour effectuer des essais et vérifier le bon fonctionnement de l'Equipement par rapport aux attentes prévues dans les Spécifications Techniques.

ARTICLE 13 - FORMATION DU PERSONNEL CEA

Le Titulaire assurera la formation du personnel CEA chargé d'utiliser l'Equipement, ses accessoires et ses outillages associés, conformément aux dispositions prévues dans les Spécifications Techniques visées à l'article 2.

Le Titulaire s'engage à fournir, lors de l'exécution des prestations de formation des utilisateurs, toute la documentation, rédigée en langue française, associée à ces prestations et notamment les supports individuels. Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

ARTICLE 14 - RECEPTIONS

14.1 Réception de l'Equipement

La réception sera prononcée après livraison de l'équipement et des consommables, essais sur site satisfaisants du Titulaire puis du CEA, formation du personnel et acceptation par le CEA de l'Equipement et de l'ensemble des livrables établis en exécution du marché, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

La réception, prononcée sans réserve, emporte transfert de propriété de l'Equipement au bénéfice du CEA.

14.2 Réception des prestations de maintenance

La réception des prestations de maintenance sera prononcée annuellement à l'acceptation par le CEA des prestations et des livrables correspondants, conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La réception donnera lieu à l'établissement d'un procès-verbal signé contradictoirement par les Parties.

14.3 Réception des prestations sur BPU

La réception de chaque bon de commande relatif aux consommables sur Bordereau de Prix Unitaire (BPU) sera prononcée à l'issue de la livraison et de la constatation de la conformité des produits livrés par rapport à ce qui a été commandé.

ARTICLE 15 - GARANTIE

15.1 Garantie de l'Equipement

15.1.1 Durée de la garantie

La garantie (pièces, main-d'œuvre et déplacements) d'une durée de douze mois, ou VINGT-QUATRE (24) mois en cas de levée de l'option 1, à compter de la date de réception, portera sur l'ensemble de l'Equipement, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de la garantie de l'Equipement sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Equipement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA.

15.1.2 Périmètre de la garantie

La garantie couvrira la recherche des causes d'erreurs et de non-conformités, y compris le non-respect des performances visées dans les Spécifications Techniques. La garantie s'appliquera également aux modifications effectuées par le Titulaire.

15.1.3 Délais d'intervention pendant la garantie

Pendant la période de garantie de l'Equipement, le Titulaire s'engage à intervenir dans les délais suivants :

- Une réponse téléphonique ne devant pas dépasser 48 heures ouvrées après contact de la hotline par le CEA.
- Toute intervention dans un délai maximum de 5 jours ouvrés à compter du diagnostic de la panne.
- La remise en service de l'Equipement dans un délai maximum de 5 jours ouvrés à compter du premier jour d'intervention

15.2 Garantie des consommables

Les consommables sont garantis 1 (UN) an à compter de leur réception par le CEA.

15.3 Garantie des interventions sur l'Equipement

Chaque intervention sur l'Equipement dans le cadre de la garantie et de la maintenance de celui-ci (pièces détachées, main-d'œuvre et déplacements) fera l'objet d'une garantie d'une durée de DOUZE (12) mois à compter de la date de réception de ladite intervention. Elle s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

La durée de cette garantie sera prolongée automatiquement du nombre de jours durant lesquels l'Équipement n'aura pas pu être utilisé ou utilisé de manière incomplète par le CEA du fait de cette intervention.

- 15.4** Le Titulaire s'engage à maintenir la connaissance de l'Équipement et la disponibilité des pièces détachées correspondantes pendant une durée minimum de 10 (dix) ans à compter de la date de réception de l'Équipement, afin de pouvoir répondre de manière satisfaisante à d'éventuelles demandes d'entretien ou de réparation.

ARTICLE 16 - MAINTENANCE DE L'ÉQUIPEMENT

16.1 Durée de la maintenance de l'Équipement

La maintenance d'une durée de CINQ (5) ans à compter de la date de fin de la période de garantie de l'Équipement, portera sur l'ensemble de l'Équipement ou les sous-ensembles de l'Équipement concernés, y compris les parties éventuellement sous-traitées, et s'exercera conformément aux conditions prévues au chapitre 11 des CGA.

16.2 Périmètre de la maintenance de l'Équipement

16.2.1 Maintenance préventive

Cette maintenance préventive annuelle doit comprendre le remplacement des pièces d'usure à changer de manière régulière.

Lors de cette maintenance préventive annuelle un contrôle de la qualité de l'ensemble des éléments ainsi que de la validité des données scientifiques générées (calibration, vérification du bon fonctionnement du système fluide, vérification et changement des pièces défectueuses) sera réalisé par le Titulaire.

Le Titulaire procédera à la remise d'un rapport d'intervention mentionnant les opérations effectuées dans le cadre de la maintenance préventive.

16.2.2 Délais d'exécution pendant la maintenance

Pendant la période de maintenance de l'Équipement, le Titulaire s'engage à fournir une assistance (par téléphone ou par courriel) sous 48 heures ouvrées suivant l'appel du CEA, de 8h00 à 19h00, dans le but de réduire les temps d'interruption de fonctionnement, en cas de panne simple.

Si l'assistance téléphonique ne permet de résoudre la panne, le Titulaire s'engage à intervenir sur site dans un délai de 5 jours ouvrés suivant l'appel ou le courriel du CEA et à un délai maximal de résolution de 5 jours ouvrés à compter du 1^{er} jour de son intervention sur site ou de la validation par le CEA du devis relatif aux pièces détachées.

16.2.3 Réparations en atelier

S'il le juge nécessaire, le Titulaire pourra, exceptionnellement et avec l'accord du CEA faire effectuer les réparations dans ses ateliers ou dans ceux de ses sous-traitants.

Dans ce cas, le Titulaire sera responsable du matériel, dans les conditions fixées à l'article 19 des CGA, dès la prise en charge de l'Équipement pour emballage et transport et jusqu'à son retour au CEA/Saclay après réparation. Les frais d'emballage, de transport et d'assurance sont à la charge du Titulaire.

16.3 Contrôle de l'exécution des prestations dans le cadre de la maintenance

Chaque intervention du Titulaire, dans le cadre de la maintenance, donnera lieu à l'établissement d'un rapport d'intervention, rappelant la prestation effectuée, les pièces remplacées ou qui seront à échanger ultérieurement et précisant éventuellement les renseignements ou conseils techniques nécessaires à un fonctionnement optimal de l'Équipement.

Ces rapports, établis par le Titulaire en deux exemplaires, seront signés par le Titulaire et par le CEA.

16.4 Garantie des pièces détachées

Les pièces détachées et sous-ensembles fournis dans le cadre de la maintenance, , seront garantis 12 mois à compter de leur date de réception sur le site du CEA. Les dispositions relatives à la garantie figurent au chapitre 11 des CGA.

La date de démarrage de la garantie des pièces détachées sera précisée sur la fiche d'intervention remise au service utilisateur.

ARTICLE 17 - DUREE DU MARCHE ET DELAIS D'EXECUTION

17.1 Durée

La durée du présent marché est fixée pour une période de 6 ans (7ans en cas de levée de l'option à la signature du marché) à compter de la réception de l'équipement

17.2 Délais d'exécution

T0 étant la date de signature par les Parties du présent marché, le Titulaire s'engage à respecter les délais d'exécution mentionnés ci-après (les délais indiqués en rouge sont les délais souhaités par le CEA) :

- | | |
|--|------------------------|
| - constitution des approvisionnements | T0 + 2 semaines (T1), |
| - livraison, installation et mise en service | T1 + 14 semaines, |
| - tests réalisés par le Titulaire | T1 + 15 semaines, |
| - tests réalisés par le CEA | T1 + 19 semaines, |
| - réception | T1 + 19 semaines (T2), |
| - fin de la garantie | T2 + 12 mois (T3), |
| - extension de la garantie (si option levée) | T2 + 24 mois (T3), |
| - maintenance de l'Équipement | T3 + 5 années. |

17.3 Délais sur la garantie et la maintenance

Les délais d'exécution associés à la garantie et la maintenance de l'Équipement sont précisés respectivement aux articles 15 et 16 supra.

17.4 Délais de livraison des consommables (BPU)

Le Titulaire s'engage à livrer les consommables commandés par le CEA dans le cadre des bons de commande sous un délai de 14 jours à partir de l'émission du bon de commande. Le CEA pourra commander au Titulaire les consommables objet du présent marché pendant toute la durée du présent marché.

ARTICLE 18 - MONTANT**18.1 Montant total du marché**

Le montant total du marché est plafonné à la somme de € HT (..... **EUROS HORS TAXES**), en cas de levée de l'option.

18.2 Montant de la partie forfaitaire**18.2.1 Partie ferme**

Le montant total des prestations de la partie ferme est fixé à la somme forfaitaire et ferme de € HT (..... **HORS TAXES**).

Le montant de la part ferme se décompose comme suit :

- Equipement € HT
- Livraison / Installation / Formation..... € HT
- Contrôles et essais sur site..... € HT
- Garantie de 12 mois..... € HT
- Maintenance de 5 ans..... € HT
- Consommables pour 300 lames histologiques..... € HT

Le prix de l'Équipement DAP – Société Gondrand, Les Ulis - Incoterms® ICC 2020.
(A ajouter dans le cas d'un achat par le CEA en provenance d'un pays tiers pour mise à la consommation)

18.2.2 Partie optionnelle

Le montant de l'option n°1 pour l'extension de garantie pour une durée d'un an est fixé à la somme forfaitaire de € HT (..... **HORS TAXES**).

NB : Le montant de cette option sera intégré au prix de l'équipement dans le marché final en cas de levée

18.2.3 *Partie estimative sur Bordereaux de prix*

Les prestations sur bordereaux de prix sont plafonnées à la somme de€ HT. Les tarifs unitaires applicables aux bons de commande sont mentionnés en annexe du présent marché.

En aucun cas, le Titulaire ne pourra engager d'opération au-delà du montant indiqué sur le bon de commande lequel formalise l'autorisation préalable du CEA, et ce sous peine de non-règlement des dépenses excédentaires.

18.3 **Caractère des prix**

Les prix mentionnés à l'article « Montant » sont réputés être établis sur la base des conditions économiques du mois XXX (mois de remise de l'offre). Le montant de l'Équipement, de la garantie et de la maintenance a un caractère non révisable.

ARTICLE 19 - REGIME FISCAL ET DOUANIER

19.1 **Régime fiscal**

Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance de la France et l'UE

Le présent marché est soumis à la TVA au taux en vigueur au moment du fait générateur.

En vertu de l'article 269,2-a du CGI modifié par l'article 30 de la loi 2021-1900 du 30 décembre 2021, les acomptes encaissés à compter du 1er janvier 2023, seront soumis à la TVA.

Pour les prestations de maintenance, chaque terme de paiement sera assorti de la TVA et le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

Ou Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance d'un pays hors UE

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Le fait générateur se produit au moment de la réception de de l'équipement.

19.2 **Formalités douanières**

(Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance de l'UE.

Le montant de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (TVA) sera acquitté directement par le CEA auprès du Trésor Public après l'introduction de l'Équipement sur le territoire français.

(Dans le cas d'un achat par le CEA en provenance d'un pays hors UE)

Le CEA acquittera la TVA d'importation directement auprès de la Douane française.

Le CEA, Etablissement Public de recherche, peut bénéficier d'une franchise des droits de douane pour les instruments et appareils scientifiques, pièces de rechange, éléments, accessoires et outils spécifiques (règlement CE n° 1186/2009), sous réserve que les caractéristiques techniques et les

résultats attendus soient exclusivement ou principalement liés à la réalisation d'activités scientifiques et sous réserve que les importations considérées soient sans but lucratif.

De ce fait, le Titulaire s'engage à fournir, en temps utiles, tous les documents nécessaires au dépôt par le CEA de la demande de franchise de droits de douane.

Il s'oblige à indiquer sur les documents commerciaux (contrat, facture), le numéro de nomenclature statistique d'identification du produit, son origine douanière (identification de la plaque du constructeur, ex : fabriqué aux USA), ainsi que le pays de dernière provenance.

ARTICLE 20 - CONDITIONS DE FACTURATION

20.1 Partie forfaitaire (et option si levée)

20.1.1 *Echéancier de facturation de l'Equipement*

Le montant de l'Equipement sera facturé par le Titulaire, conformément à l'échéancier suivant :

- 30 % du montant HT de l'Equipement et les taxes correspondantes à la constatation de la constitution des approvisionnements principaux dûment individualisés au nom du CEA et contrôlés, sur procès-verbal contradictoire signé par les Parties,
- 50 % du montant HT de l'Equipement et les taxes correspondantes après à la livraison de l'Equipement,
- 20 % du montant HT de l'Equipement et le solde des taxes à la signature, par les deux Parties, du procès-verbal de réception sans réserve,

20.1.2 *Echéancier de facturation des prestations de maintenance*

Les montants des prestations relatives à la maintenance de l'Equipement seront facturés annuellement à la réception des prestations correspondantes.

20.2 Partie estimative

La fourniture des consommables sera facturée par le Titulaire à 100 % du bon de commande concerné après réception des consommables.

20.3 Modalités de facturation

Conformément aux articles L. 2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, les factures doivent être adressées au CEA via le Portail Chorus Pro de l'Etat (<https://chorus-pro.gouv.fr>). Les pièces justificatives attestant de l'acceptation des prestations par le CEA (PV signés des deux Parties, bon de livraison,...) doivent être transmises en même temps que les factures via CHORUS PRO.

Pour être prise en considération, chaque facture émise par le Titulaire au titre du présent marché doit être conforme à la réglementation relative à la facturation électronique précisée notamment par l'instruction du 22 février 2017 relative au développement de la facturation électronique et comporter en particulier les informations suivantes :

- le numéro SIRET du CEA : 775 685 019 00587,
- le code service : FAR-C,
- le numéro de commande (n°4000XXXXXX).

20.4 Les prestations périodiques seront facturables à terme échu, les factures émises avant le terme étant réputées avoir été émises le jour suivant la date du terme

ARTICLE 21 - CONDITIONS DE PAIEMENT

Le délai de règlement des factures est de trente jours à compter de leur date de réception par le CEA, pour les factures respectant les conditions de facturation définies ci-avant.

ARTICLE 22 - SOUS-TRAITANCE

Les conditions de recours à la sous-traitance sont régies par les dispositions de l'article 7 des CGA.

Toute opération de sous-traitance, de premier rang ou de rang supérieur, qu'elle soit décidée avant le commencement des prestations ou en cours d'exécution, est soumise à l'accord préalable et écrit du CEA au moyen du formulaire prévu à cet effet.

ARTICLE 23 - PENALITES

23.1 Pénalités pour retard d'exécution relatif à l'Equipement

Si le Titulaire ne réalise pas les délais d'exécution prévus à l'article « Délais d'exécution », celui-ci sera redevable d'une pénalité de 2/1000 (DEUX POUR MILLE) du montant total hors taxes de l'Equipement par jour de calendrier de retard constaté à compter de la date contractuelle.

23.2 Pénalités pour retard d'exécution lors des prestations de garantie et de maintenance de l'Equipement

En cas de retard du Titulaire sur les délais d'intervention ou de résolution prévus aux articles « Garantie de l'Equipement » et « Maintenance de l'Equipement » du présent marché, celui-ci sera passible d'une pénalité de 150 EUROS par jour ouvré de retard constaté à compter de la date contractuelle.

**23.3 Modalités d'application des pénalités et plafond**

Les pénalités définies dans le présent article sont :

- toutes cumulables,
- applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires, facturées hors taxes directement par le CEA,
- cumulativement plafonnées à 10 % (DIX POUR CENT) du montant total HT du marché.

Pour le CEA	Pour le Titulaire
Madame XXX Directrice XXX	Madame / Monsieur _____ Fonction : _____
Date et signature :	Date et signature :

ANNEXE 1 - PERSONNEL DU TITULAIRE

1. Obligations générales du Titulaire quant à son personnel

- 1.1 Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations, objet du présent marché, les règlements en vigueur dans le Centre où elles sont exécutées, notamment en ce qui concerne l'accès, la discipline, les mesures de sécurité, la surveillance médicale.

Le Titulaire se conforme notamment :

- aux instructions générales de sécurité classique applicables aux entreprises extérieures travaillant sur le site où sont exécutées les prestations,
- au Code du travail et en particulier aux dispositions relatives aux travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure (art L4511-1, art R4511-1 et suivants),
- aux règlements édictés par le Centre ou l'établissement CEA concerné en matière de discipline, d'hygiène et de sécurité,

Il est précisé que l'accès au Centre de personnel âgé de moins de 18 ans requiert l'accord de la Direction du Centre Paris-Saclay.

- 1.2 Lutte contre le travail dissimulé et respect de la réglementation fiscale et sociale

Le Titulaire s'engage à remettre :

- lors de la conclusion du présent marché et tous les six mois à compter de sa signature, jusqu'à la fin de l'exécution, les documents exigés à l'article D.8222-5 (s'il est établi en France) ou à l'article D.8222-7 (s'il est établi à l'étranger) du Code du travail et, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail) ;
- les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique).

Le Titulaire doit s'assurer lors de la conclusion du marché, et tout au long de son exécution, que ses fournisseurs et sous-traitants se conforment également à ces dispositions.

Le Titulaire encourt des pénalités s'il ne les respecte pas (cf. article 21.1 des Conditions générales d'achat du CEA).

2. Habilitation - Certification

Le Titulaire s'engage à fournir à la Direction du CEA Paris-Saclay, préalablement à l'exécution du présent marché, les certificats et les habilitations requis pour tous ses employés amenés à intervenir sur le site du CEA Paris-Saclay (travaux d'ordre électrique, conduite des appareils de levage et des engins de manutention, etc...) et signaler toute modification intervenant en cours d'année. Le CEA

décline toute responsabilité délictuelle à l'occasion de dommages causés par les employés du Titulaire dépourvus d'habilitation.

3. Accès au Centre

3.1 *Demande d'accès (Laissez-Passer Entreprise Extérieure Prestataire)*

L'accès du personnel du Titulaire est subordonné à la remise d'une demande d'autorisation d'accès aux centres du CEA (DAASC) accompagnée de l'ensemble des pièces justificatives en format original et à l'obtention d'un avis de sécurité.

En conséquence, pour toute arrivée de personnel et quel que soit le statut contractuel de l'employé (CDI, CDD, intérimaire), le Titulaire doit procéder aux démarches mentionnées ci-dessous dans les délais suivants :

- 4 semaines avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel de l'Union Européenne (U.E.),
- trois mois avant l'entrée en vigueur du marché pour le personnel hors Union Européenne (U.E.).

3.2 *Liste des employés du Titulaire*

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le Titulaire transmet au Chef d'installation le formulaire de DAASC dûment complété pour chaque employé et confirme au Chef d'installation la liste des employés chargés de l'exécution des prestations pour l'établissement des fiches professionnelles nominatives (FPN).

Le Titulaire fait connaître au CEA les nom, prénom, date et lieu de naissance, nationalité et qualification des employés qu'il affectera à l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché.

En cas d'utilisation par le Titulaire, ou ses sous-traitants, de personnel intérimaire dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire s'engage à présenter au Chef d'installation, en complément des éléments ci-dessus, le marché d'intérim de chaque employé.

La liste du personnel ainsi communiquée au CEA pour autorisation d'accès sera établie de telle sorte qu'un nombre suffisant d'employés soient munis de l'autorisation d'accès afin que le Titulaire puisse faire face à ses obligations.

Le Titulaire s'engage à n'utiliser que le personnel ainsi autorisé, et à retirer, sans délai, tout employé dont l'autorisation est refusée ou annulée par le CEA sans qu'elle puisse arguer de ce fait pour excuser quelque défaillance que ce soit dans ses obligations.

Délivrance du badge d'accès

Dans les délais visés au 3.1 ci-dessus, le personnel du Titulaire devra se présenter à l'accueil des entreprises à la Porte Nord (U.A. : Unité d'Accueil) muni des pièces suivantes :

Pour le personnel de l'Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC)
- une pièce d'identité en cours de validité (carte d'identité, passeport ou carte de séjour);

- l'attestation d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivrée par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité correspondant au classement radiologique.

Pour le personnel hors Union Européenne :

- le formulaire CEA de Demande d'Accès (DAASC) dûment complété (le Titulaire doit gérer les échéances et les demandes de renouvellement éventuel des DAASC) accompagné d'une photographie;
- le titre de séjour,
- l'original du certificat d'aptitude médicale aux nuisances définies sur la fiche de poste délivré par le Service Médical du Titulaire, en cours de validité.

Conformément à l'article 6 du règlement intérieur, le badge d'accès est strictement personnel et doit être restitué lors du départ.

3.3 *Retrait du droit d'accès et de personnel du Titulaire*

Le CEA se réserve le droit à tout moment de retirer le droit d'accès d'un employé du Titulaire, auquel cas, il notifiera sa décision au Titulaire, sans préavis, sans que ce dernier puisse arguer de ce fait en cas d'inexécution ou de mauvaise exécution totale ou partielle de ses obligations prévues au marché.

Le Titulaire devra avertir le CEA 15 jours à l'avance, avant tout retrait d'un des employés normalement affecté à l'exécution du marché.

Tout retrait du personnel du Titulaire doit s'accompagner de la restitution du badge d'accès (sauf s'il y a d'autres accès pour d'autres marchés au même moment sur le même centre).

Ce préavis a pour but de permettre au CEA de mettre en œuvre ses procédures internes, conformément à la convention du travail.

4. **Traitement des données personnelles des salariés du Titulaire**

Toutes données personnelles des employés du Titulaire collectées, détenues ou autrement traitées par le CEA dans le cadre du présent marché respecteront la législation applicable en matière de protection des données, en ce compris mais sans s'y limiter, le Règlement Général sur la Protection des Données (Règlement EU 2016/679) (le « RGPD »). En conséquence, le CEA aura en charge de :

- mettre en place les mesures technologiques et organisationnelles nécessaires pour s'assurer de la protection des données collectées et le cas échéant traitées dans le cadre du présent marché,
- traiter les données personnelles comme des informations confidentielles appartenant au Titulaire et uniquement traiter lesdites données pour permettre l'entrée du personnel du Titulaire sur le site du CEA et, si nécessaire, délivrer les badges d'accès, gérer les droits d'accès aux installations et éventuellement aux moyens informatiques et techniques auxquels ils devront accéder, vérifier les titres, permis et habilitations nécessaires à leur activité sur ce site, et faire réaliser l'enquête administrative destinée à vérifier qu'aucun fait les concernant n'est incompatible avec l'accès envisagé sur le site,

- s'assurer que toutes personnes autorisées à accéder aux données personnelles sont soumises à une obligation de confidentialité et bénéficient d'une formation adéquate pour se conformer à cette obligation,
- et conserver une traçabilité du traitement des données en conformité avec l'article 30 du RGPD.

5. Inspection commune préalable (ICP)

Conformément aux dispositions de l'article R. 4512-2 du Code du travail, une Inspection commune préalable sera organisée préalablement avant l'ouverture du chantier dans les conditions fixées à l'article 14.1 des CGA.

Cette réunion servira en particulier à élaborer un Plan de Prévention.

6. Suivi médical

6.1 Dispositions générales

Le Titulaire et ses sous-traitants sont tenus de prendre en charge le suivi individuel de l'état de santé de leurs travailleurs auprès d'un service de santé au travail agréé.

Le médecin du travail du CEA assure, pour le compte du Titulaire et de ses Sous-traitants, la réalisation des examens complémentaires rendus nécessaires par la nature et la durée des travaux réalisés au CEA par les travailleurs du Titulaire et de ses Sous-traitants. Les résultats sont communiqués aux médecins du travail du Titulaire et de ses Sous-traitants, notamment en vue de la détermination de l'aptitude médicale des travailleurs intéressés.

Le Titulaire s'engage alors :

- à prendre rendez-vous avec le SPST (secrétariat des Entreprises Extérieures) avant l'exécution des prestations afin que les examens complémentaires et/ou qu'une visite médicale précise l'absence de contre-indication au Poste de Travail,
- à faire passer les examens complémentaires prescrits par le SPST pour son personnel et le personnel de ses sous-traitants (les frais de ces examens complémentaires étant pris en charge par le CEA),
- à exiger de son personnel qu'il se présente au SPST le premier jour de démarrage des prestations (ou le premier jour de reprise lorsqu'il y a eu interruption de chantier) afin d'effectuer un point zéro et quelques jours avant la fin des dites prestations, afin qu'un point de fin de chantier soit effectué selon les prescriptions du SPST,
- à fournir au SPST la liste de ses travailleurs présents sur le chantier et à signaler au SPST chaque arrivée ou départ de personnel.

Dans le cas où le service de santé au travail du Titulaire ou de ses sous-traitants, ou celui auquel ils adhèrent, ne dispose pas de l'habilitation lui permettant d'assurer la surveillance médicale de ses travailleurs intervenant au CEA/Paris-Saclay, la surveillance médicale de ces travailleurs est exercée par le Service de Prévention et de Santé au Travail du CEA (SPST). Les modalités de cette surveillance sont précisées par un accord écrit conclu entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants. Les frais afférents sont à la charge du Titulaire.

En outre, lorsque le Titulaire ou ses sous-traitants interviennent régulièrement en tant qu'Entreprise Extérieure dans un centre du CEA, une convention conclue entre le CEA et le Titulaire ou chacun de ses sous-traitants peut prévoir que le service de santé au travail du centre concerné assure la surveillance médicale de leurs travailleurs intervenants.

ANNEXE 2 : TARIFS DES CONSOMMABLES (EN € H.T)

Le prix des consommables listés ci-après est exprimé en euros (Hors taxe, H.T). Les tarifs du tableau ci-dessous comprennent l'emballage, les frais de port, l'assurance et le déchargement jusqu'à la remise des consommables sur le site CEA Fontenay aux Roses. L'évolution de ces prix est encadrée par l'article montant du présent marché.

Toute évolution des prix entraînera une mise à jour de cette annexe qui sera validée par le CEA et le Titulaire. Le CEA transmettra au Titulaire l'annexe validée pour signature par le Titulaire.

[illegible]

**ANNEXE 3 : BON DE COMMANDE POUR LES PRESTATIONS SUR UNITES D'ŒUVRE (BPU)**

Tous les consommables listés en Annexe 2 pourront faire l'objet de bon de commande et seront listés ci-dessous.

BON DE COMMANDE N°				
<u>Marché n°4000.....</u>			<u>Titulaire :</u>	
n° BPU	Objet	Coût unitaire (€ HT)	Quantité	Montant (€ HT)
Montant total :				€ HT
Commentaires :				